



2^e enquête FHF x Ipsos bva sur la santé des femmes

Entre poids de la « charge sanitaire » familiale et persistance de biais dans les pratiques de soin, la santé des femmes toujours minée par le sexisme

Paris, le 8 mars 2026

La seconde enquête menée par la Fédération hospitalière de France (FHF) et Ipsos bva sur la santé des femmes met en lumière un paradoxe préoccupant : **celles qui s'occupent le plus de la santé des autres membres de leur famille en sont réduites à négliger la leur**, notamment en ne réalisant pas systématiquement les dépistages recommandés. Dans le même temps, **les biais sexistes dans la prise en charge médicale persistent**, avec une minimisation significative de la douleur des femmes.

La « charge sanitaire » du foyer, ce fardeau invisible qui pèse sur les femmes et les contraint à faire passer leur santé au second plan

Dans les foyers français, la gestion de la santé repose d'abord sur les femmes. 92 % d'entre elles déclarent prendre en charge, seules, au moins une des tâches liées à la santé des membres de la famille : **prise de rendez-vous médicaux, gestion des traitements ou accompagnement aux consultations. 74 % des femmes assument seules ces trois missions**, sans le concours de leur conjoint.

Cette responsabilité n'est pas sans conséquences : **près de 6 femmes sur 10 déclarent que cette charge a un impact négatif sur leur bien-être et leur équilibre psychologique**, une proportion qui atteint 78 % chez les mères de moins de 30 ans.

À force de gérer la santé de toute la famille, les femmes relèguent leur propre suivi médical au second plan. **Près de 6 femmes sur 10 ne réalisent ainsi pas systématiquement leur examen de contrôle gynécologique, lorsqu'il est recommandé**, une proportion qui atteint **8 femmes sur 10 chez les moins de 30 ans**.

Pour les examens plus spécifiques — frottis cervico-utérin, test de dépistage organisé du cancer du sein ou mammographie — les recommandations sont davantage suivies. Pour autant, **près d'un quart des femmes déclarent ne jamais ou rarement effectuer les dépistages suggérés**. Là encore, les plus jeunes sont nettement en retrait.

Ces résultats mettent en évidence **des difficultés persistantes en matière de prévention**. Les raisons évoquées pour expliquer le non-recours aux dépistages sont multiples : la négligence (29 %), le sentiment de ne pas être concernée (27 %), la difficulté à obtenir un RDV (26 %), le manque de temps (18 %) ou encore la peur du diagnostic (12 %).

Une prise en charge médicale encore marquée par des biais sexistes et des pressions sur les choix des femmes

Une double peine pèse sur les femmes victimes de douleurs : à leur souffrance s'ajoute la nécessité de devoir prouver qu'elles souffrent. **Plus de deux femmes sur cinq déclarent ainsi avoir déjà subi une minimisation ou une banalisation de leurs douleurs par un professionnel de santé, parce qu'elles étaient une femme (43 %)**. Une réalité particulièrement vécue par les femmes de moins de 30 ans (69 %). Dans ce contexte, près d'un tiers des femmes indique avoir déjà été confrontées à un **refus d'antidouleurs** ou d'anesthésie, ou à un traitement insuffisant au regard de l'intensité de leur douleur.

Les consultations gynécologiques restent également parfois marquées par des pratiques problématiques. **Un tiers des femmes déclarent avoir déjà vécu une situation lors de laquelle leur consentement n'a pas été pleinement respecté lors d'un examen gynécologique**. Qu'il s'agisse d'un geste non consenti, d'un manque d'information, d'un respect insuffisant de l'intimité, ou encore de la présence non-annoncée d'un tiers lors de l'examen. Au total, **plus d'une femme sur dix indique même avoir déjà souhaité interrompre un examen gynécologique sans parvenir à l'exprimer sur le moment**.

Surtout, au-delà de la prise en charge de la douleur, certaines femmes déclarent également avoir subi des pressions concernant leurs choix personnels. Ainsi, **7 % des femmes interrogées déclarent avoir déjà subi une pression de la part d'un professionnel de santé pour poursuivre ou interrompre une grossesse contre leur volonté**. Par ailleurs, **14 % indiquent avoir déjà ressenti une pression pour commencer, poursuivre ou arrêter une contraception contre leur volonté**.

Ces situations rappellent que l'autonomie des femmes dans leurs choix en matière de santé reproductive, pourtant protégée par le droit, n'est pas toujours pleinement respectée. **Le corps des femmes reste un espace de pressions normatives et d'injonctions, qu'il s'agisse de la maternité, de la contraception ou de l'apparence**.

Un déficit d'écoute et d'information à tous les âges de la vie

Le sentiment de ne pas être suffisamment écoutée par les professionnels de santé accompagne une partie des femmes et cela à différentes étapes de leur vie, notamment à la puberté, après une grossesse ou au moment de la ménopause. En particulier, la **santé reproductive demeure un angle mort** : près de 3 femmes sur 10 seulement déclarent avoir reçu, au cours de leur vie, des informations sur au moins l'un des sujets suivants : l'évolution de la fertilité avec l'âge, les délais recommandés pour consulter en cas de difficultés à concevoir, les parcours de PMA, les signes pouvant indiquer un problème de fertilité ou encore les possibilités de préservation de la fertilité.

Pour Zaynab Riet, déléguée générale de la FHF :

« Les femmes prennent soin de la santé de tous et toutes. Notre système de santé doit, lui aussi, mieux prendre soin d'elles ».

« Pivot des parcours de soins familiaux, les femmes prennent les rendez-vous, accompagnent, gèrent les traitements pour toute la famille, faute d'un partage suffisant de ces responsabilités, et ce au détriment de leur propre santé.

Notre enquête confirme que **la prévention personnelle, pourtant indispensable pour rester en bonne santé, devient souvent secondaire dans des quotidiens déjà saturés par une charge sanitaire et mentale**. Ce décalage n'est pas anodin : il crée un risque réel de retards de diagnostic et de pertes de chance.

Les résultats rappellent aussi que des biais persistent dans la prise en charge médicale. **Aucune femme ne devrait avoir à convaincre qu'elle souffre pour que sa douleur soit reconnue et soulagée**. Mieux reconnaître la douleur des femmes, mieux écouter, mieux informer et intégrer pleinement ces enjeux dans la formation des professionnels de santé est une exigence de qualité et d'équité des soins.

En ce 8 mars, cette enquête nous rappelle une responsabilité collective : **mieux prendre en compte la santé des femmes, encore trop souvent invisibilisée, est un enjeu majeur pour notre système de santé comme pour l'égalité entre les femmes et les hommes.** »

Chiffres clés de l'enquête

92 %

des femmes prennent en charge seules au moins une tâche liée à la santé du foyer

59 %

estiment que cette charge sanitaire a un impact négatif sur leur bien-être et leur équilibre psychologique.

63 %

ne réalisent pas systématiquement leur examen de contrôle gynécologique (**80 % chez les moins de 30 ans**).

43 %

ont déjà vu leur douleur minimisée ou banalisée par un professionnel de santé.

7 % / 14 %

ont déjà subi des pressions concernant leurs choix reproductifs :

7 % sur une grossesse, 14 % sur la contraception.